

COMITÉ DES DONATEURS

LA MISSION MIGRANTS-LITTORAL

17 et 18 mars 2016



Paule Champetier de Ribes
Olivier Péray

Ce n'est pas la première fois que le comité visite la mission Littoral-migrants. Mais, depuis un an, la situation a radicalement changé, et ce pour plusieurs raisons :

- le nombre de migrants a augmenté dans des proportions jamais égalées (on est passé de 3.000 à sans doute 6.000 en moins d'un an)
- les « jungles » sont démantelées avec un acharnement méthodique et répétitif, le tout sans autre résultat que de « déplacer » les migrants.
- l'État, sommé judiciairement, et notamment par MDM, de prendre les choses en main, a enfin accepté de développer, à grand coût, des structures d'hébergement, mais qui ne correspondent pas du tout à l'urgence de la situation.
- MSF, après un timide début d'intervention aux côtés de Médecins du Monde est très rapidement monté en puissance, au point d'investir massivement sur la zone et d'ouvrir unilatéralement un camp entier (Grande-Synthe).
- Les divers camps sont devenus à la fois un enjeu politique avec la Grande-Bretagne, mais aussi un enjeu médiatique important.
- Et enfin, pour la première fois en France, MDM ouvre sur le littoral Pas-de-Calais une « mission d'urgence », à la dimension financière inédite en métropole, en y reprenant les codes et les méthodes des missions d'urgence internationales.

Jeudi après-midi. Dunkerque.

Nous sommes accueillis à Dunkerque par Mélanie, assistante du coordinateur général, mission “Migrants littoral Nord-Pas-de-Calais”. Brigitte, la RM de la mission, nous sert de guide sur le camp.



Le camp de Grande-Synthe aligne, sur près d'un kilomètre, une multitude de petites cabanes en bois le long d'une grande route centrale. Le terrain est assez sec, en bon état, recouvert ici ou là de gravillons pour éviter l'apparition de flaques de boue.

Ce qui frappe dès qu'on pénètre dans le camp de Grande-Synthe, c'est la grande homogénéité de la population regroupée. On peut le vérifier dès qu'on approche du grand hangar semi-ouvert qui sert à la fois de cantine, de bar, et de lieu social. Et pour cause... la majorité des migrants regroupés ici est d'origine kurde, comme le montrent les quelques drapeaux qui flottent ici ou là.

Les Kurdes, pour la plupart de classe moyenne (médecins, avocats, etc.), ne sont pas les seuls réfugiés présents, mais comme ils sont sans doute arrivés les premiers et que la gestion du camp est contrôlée par les passeurs, ils y appliquent une loi qui semble être la leur. Ici, pas d'Africains, pas d'Érythréens, d'Éthiopiens, ou de Soudanais. Mais des Syriens, des Afghans, des Irakiens, et

des Iraniens.

Ils ont tous été expulsés suite au démantèlement des différents squats ou « jungles » des alentours. De nouveaux réfugiés arrivent tous les jours, et le risque de conflit communautaire est permanent. La veille de notre arrivée, un groupe d'Iraniens a été molesté par un groupe de Kurdes, façon de rappeler que les questions de territoire et de culture irriguent en permanence la gestion problématique de ces camps.

On peut voir un peu partout, inscrits sur les cabanes, des slogans ou des sigles du PKK et du PUK.

La gestion du camp

Le camp est ouvert depuis un peu plus d'une semaine.

Il l'a été sur l'initiative du maire EELV de Grande-Synthe qui a confié à MSF la construction du camp.

Le camp est clos et possède deux entrées à chaque extrémité. Comme il n'existe pas en France d'associations dédiées et aptes à gérer des

camps de réfugiés aux normes internationales, la gestion logistique du camp a été confiée à l'association bretonne Utopia 56, association qui a fait ses preuves lors de grands rassemblements comme celui des vieilles charries.

L'investissement de MSF pour ce camp destiné à abriter 1 500 migrants est d'environ 3 millions d'euros.

Il n'y a pas de présence policière à Grande-Synthe. C'est un campement « sauvage », au sens où il n'a pas encore d'autorisation préfectorale, et ce même s'il s'est implanté à l'initiative de la Mairie. Utopia 56 est donc sur tous les fronts et, au-delà de la gestion du camp lui-même, elle doit gérer la coordination des nombreuses associations présentes sur le site. 150 bénévoles par jour sont nécessaires pour assurer la rotation, encadrés par un seul permanent... Ils assurent la sécurité, le renfort pour la distribution des repas, le petit déjeuner à 8 h, la gestion des sanitaires, le ramassage des poubelles, etc. Autant dire que la question de savoir si Utopia 56 est capable de se projeter dans la durée est sans cesse posée...

Les cabanes en bois ne sont arrivées que dans un deuxième temps. Au début, ce sont de grandes tentes qui ont été installées, mais trop peu adaptées au climat du Nord, elles se sont envolées au premier coup de vent sérieux !



MSF et la municipalité ont fait appel à une association qui a construit les petits abris en bois d'environ 9 m² avec un poêle au pétrole. Quatre personnes sont censées pouvoir y dormir. Mais, bien trop souvent, ce sont plutôt six migrants qui s'entassent dans les cabanons.

Nous avons pu entrer dans l'un de ces abris : les affaires personnelles se trouvent derrière un drap, le poêle dégage une forte odeur de pétrole et les aérations sont souvent bouchées pour éviter les entrées de froid. Faute de place à l'intérieur, l'espace réglementaire anti-incendie de 1 m 50 entre deux abris sert de réserve.

Une visite préfectorale de sécurité doit passer le lundi qui suit notre visite et contrôler si les détecteurs de fumée sont bien installés dans les cabanes, et si elles sont toutes aux normes. Ce n'est évidemment pas le cas, et les associations sont très inquiètes de la fermeture possible de ce camp qui vient juste d'ouvrir...

Les sanitaires sont déjà installés, douches, toilettes, ainsi qu'une grande cuisine communautaire érigée par une association anglaise.

Ici ou là, de petits commerces de première nécessité commencent à voir le jour.

Quelques tentes abritent des lieux de convivialité ou d'enseignement (on y verra même une faculté de langues !).

Utopia 56 nous explique que les journées sont un peu plus calmes mais que le soir voit surgir des problèmes de violence. L'association prend en charge ces débordements, mais MDM craint de

plus en plus de difficultés en fonction de l'afflux ininterrompu de nouveaux réfugiés qui dépasse désormais le seuil limite prévu.

Il y a déjà eu quelques agressions en ville, certains migrants sont à fleur de peau et l'alcool fait dégénérer les situations.

Utopia 56 dénonce aussi des difficultés pour l'attribution des cabanes souvent squattées et cadennassées par des passeurs.



L'intervention médicale fixe

La partie « bâtiments en dur » est en partie louée par MSF et l'autre partie, propriété de la ville, est une ancienne ferme qui sert d'ateliers et de hangars de stockage.

L'intervention médicale, sous forme de maraudes et de consultations fixes, est partagée entre MSF (lundi, mercredi et vendredi), MDM (mardi et jeudi), et la Croix Rouge Française qui dispense des consultations les week-ends.

La consultation fixe est organisée dans le bâtiment en dur.



Médecins du monde a la charge de deux journées complètes de consultations, dont deux matinées à une consultation, et deux après-midi à deux consultations. Chaque demi-journée de consultation permet de recevoir une quinzaine de patients par médecin.

Chaque médecin est accompagné d'une infirmière et d'une traductrice.



Après une vraie salle d'attente, remplie d'une demi-douzaine de patients, nous pénétrons dans un cabinet propre et assez spacieux.

Nous rencontrons l'équipe : un jeune médecin consacrant ses jours de libre à MDM et un médecin à la retraite, tous très investis. Ils jugent confortables leurs conditions de travail en comparaison des précédents lieux qu'ils ont connus. Il y a un espace de convivialité au premier étage, une pharmacie, mais tous les médicaments retournent tous les soirs au siège à Dunkerque.



Les pathologies sont surtout ORL et concernent parfois des enfants.

On rencontre aussi pas mal de brûlures domestiques, de coups divers...

Il y a assez peu de cas de gale, compte tenu de la propreté du camp qui est tout « neuf ».

L'absence d'espoir de pouvoir passer en Angleterre conduit à des pathologies touchant à la santé mentale de plus en plus fréquentes.

Un volet santé mentale devrait donc s'ajouter avec un véhicule sur site, et l'ouverture d'un cabinet dédié. L'hôpital de Dunkerque devrait suivre avec une consultation psy en PASS.

Des situations médicales particulières telles que des scarifications dans le dos et des saignées ont été constatées ; la traductrice indiquera que c'est « culturel » en Iran et considéré comme un soin courant...

Concernant les soins dentaires, la PASS de Dunkerque n'a pas l'intention d'en donner. Ces soins seront donc confiés à une association de bénévoles, Aid Dentaires out of the World.

Au bilan de la journée MDM : 21 consultations, quatre personnes accompagnées à la PASS, une personne hospitalisée, un enfant soigné après brûlure au second degré par de l'eau bouillante ; un homme qui avait été « tabassé » suite à une bagarre : il avait reçu un coup de marteau sur le bras et ses assaillants avaient menacé de brûler son « shelter ». Heureusement pas de conséquence grave. Il a demandé à changer de lieu dans le camp, mais SOS solidarité n'a pas encore compris qu'il souhaitait se rapprocher de sa communauté et l'a expédié dans une zone qui ne lui correspond pas.

La cohabitation avec MSF

Elle n'est pas toujours simple. MDM et MSF remplissent pour chaque patient un dossier médical, qu'ils partagent avec les noms et prénoms, pays, langue parlée. Ce document est numéroté pour référencer la file active, y noter le diagnostic, le traitement et l'orientation sociale ou médicale.

Après notre retour sur Paris, on apprendra qu'il y a un différend sur la substitution aux soins : certains patients, envoyés par MDM sur la PASS de Dunkerque, sont incités par MSF à

être plutôt soignés sur place. Il s'agit là d'une différence de philosophie relative au plaidoyer sur l'accès aux soins.



Les maraudes

Plusieurs maraudes circulent par équipes de deux personnes. Il s'agit d'aller au contact des réfugiés qui spontanément ne viendront pas, par peur d'être fichés. Il faut noter qu'il n'y a ici aucune prise d'empreintes ou déclinaison d'identité au check-point à l'entrée du camp.

Lors de la maraude, l'équipe a rencontré une femme sourde. Elle a noté le numéro de la cabane pour passer la voir régulièrement.

L'équipe a pu aussi constater que France Terre d'asile n'était pas passée ce jour-là.

Il y a des mineurs isolés et MDM les informe de leurs droits. Mais, le plus souvent, bénéficiaire de ce statut les oblige à être hébergés dans des établissements éloignés du camp. Ils préfèrent alors mentir sur leur âge et rester au contact de leur communauté... et de la frontière britannique.

L'équipe a, par ailleurs, fait une demande afin de disposer d'un médiateur communautaire.

Elle a aussi relayé une demande des femmes du camp afin d'avoir une file spécifique pour la distribution de nourriture.

Il a été relevé que des migrants se proposaient pour des actions de bénévolat. Une réflexion est en cours sur le sujet avec Utopia 56. Un professeur réfugié s'est aussi proposé pour assurer des cours dans une école.

On a pu noter aussi la quasi-absence de femmes voilées dans le camp. On nous expliquera que la présence majoritaire des Kurdes y est pour beaucoup. Et nous apprendrons aussi que la majorité des femmes voilées se rencontre plutôt chez les bénévoles musulmanes... françaises.

Une situation précaire

Ce qui frappe dans le camp, c'est l'ordonnement méthodique des cabanons et la propreté relative du camp, qui tranche avec les images de jungles successives.



Mais ce sentiment de sérénité apparente ne doit pas faire oublier que la pérennité du camp est sans cesse menacée à la fois par les autorités préfectorales, extrêmement pointilleuses sur les questions de sécurité et d'hygiène, mais aussi par la Mairie, qui à la suite d'un accord imposé par les autorités, s'est engagée à détruire chaque cabanon abandonné à la suite d'un départ.

La consigne, ici comme partout ailleurs, est aussi claire qu'implicite : il s'agit de bien faire comprendre que ces camps sont provisoires, illégaux, et ont vocation à disparaître, avec le double objectif de dissuader de futurs candidats à la migration, et de rassurer la population locale ou nationale. *(Depuis notre retour, le gouvernement s'est engagé à prendre en charge la gestion du camp, ce qui devrait modifier l'attitude de la préfecture).*

Cette volonté de précarisation délibérée a naturellement des conséquences, tant sur le plan du suivi des soins, qu'à celui de l'apparition de pathologies nouvelles, aussi bien somatiques que psychologiques.

Dernière impression de la visite : le très grand nombre de membres d'associations et d'ONG qui parcourent le camp en permanence. On a le sentiment qu'elles sont aussi nombreuses que les migrants eux-mêmes... La raison peut en être l'ouverture récente du camp, les besoins mais aussi la curiosité qu'il suscite.

Mais c'est aussi que Dunkerque est, depuis longtemps, une ville où le bénévolat et les associations sont bien implantés. Ce qui a permis de mobiliser rapidement de nombreux bénévoles (certes pas très au fait d'une gestion de camp humanitaire...) mais en ce 9^e jour d'ouverture du camp, nous constatons que l'organisation est au rendez-vous. Nous sommes contrôlés à l'entrée, et notre gilet Médecins du Monde est un vrai laissez-passer.

Les locaux de la mission

Un peu plus tard, nous rejoignons les locaux de la mission. Elle est établie en plein centre de Dunkerque, au rez-de-chaussée d'un immeuble calme et tranquille.

Nous y assisterons à un débriefing de toute l'équipe, Florence la référente site, Brigitte la Respons-

able de mission, Amin le coordinateur général, les deux traductrices qui viennent de Paris, toutes deux étudiantes, membres d'une association et qui font le voyage (défrayé) dans la journée. Mais nous avons pu constater combien leur présence, permettant une traduction simultanée sans passer par l'interprétariat téléphonique peu adapté au travail de maraude, était indispensable et saluée de tous.

Les questions que pose le volet Dunkerque

- **Q**ue se passera-t-il si Utopia 56 ne peut plus, à terme, assurer la gestion ? (En effet, ils sont habitués à gérer des manifestations de quelques jours, tout au plus).
- La crainte d'un nouveau démantèlement persiste, suite à une décision de justice qui pourrait être prise sous prétexte d'une insuffisance de sécurité à l'intérieur des cabanons.
- Que sont devenus les réfugiés expulsés de Calais mais qui n'ont pas réussi à avoir une place dans ce camp ? Où sont-ils ? Une maraude est donc prévue pour repérer des lieux de squat et MDM envisage la création d'une unité mobile.
- Que faut-il penser de la ségrégation communautaire pour l'obtention d'une entrée et d'une place dans le camp ? En même temps, l'absence de prise en compte de ce phénomène aboutirait à des recrudescences de violence.
- Au-delà de l'improvisation sympathique et solidaire d'Utopia 56, n'est-il pas nécessaire de créer un véritable camp humanitaire géré par des « professionnels » de première urgence ?



Vendredi après-midi. Calais

Deuxième jour. Court passage le long de la plage de Calais où nous avons vu passer de nombreux ferries partant pour l'Angleterre. L'île, espoir de tant de réfugiés, nous paraît si proche, et nous imaginons à quel point la frustration peut être insupportable pour des migrants ayant parcouru des milliers de kilomètres.

Mélanie nous emmène dans les bureaux de MDM, éloignés du centre (les précédents étaient partagés avec France Terre d'Asile et à deux pas du centre-ville). Elle gare la voiture sur le parking, à quelques encablures, car le quartier n'est pas très favorable aux ONG telles que MDM, et des actes de vandalisme se sont déjà produits (incendie de la camionnette).



C'est donc une petite maison anonyme, sans aucun logo, ancien crématorium, accolée à un grand garage, lieu de stockage. Au rez-de-chaussée, on trouve un accueil, un bureau et une pièce de vie, cuisine ; et au 1er étage, 3 bureaux et une salle de réunion s'articulent autour d'un long couloir.

L'avis des équipes : la situation se dégrade

Pour préparer notre visite terrain, nous rencontrons Amin (coordinateur général) et Isabelle (coordinatrice régionale).

Tour d'horizon de la situation : le démantèlement du camp de Calais se poursuit, une zone a été rasée et il y a beaucoup d'incertitude pour le reste du camp.

Le résumé d'Isabelle est sans appel : « il n'y a plus de passé, le présent est invivable, et l'avenir

est bouché ».

En même temps, s'est forgée pour les migrants, au cours d'un très long périple, une seule certitude, comme une obsession : il n'y a pas de salut en dehors de l'Angleterre.

À l'issue de la réunion, le constat est évident : à force de désespérer et de déplacer des migrants qui se retrouvent sans aucun moyen de subsistance et sans aucun espoir de vie, l'État laisse se développer (on l'espère inconsciemment) la précarité, la délinquance, la prostitution, le trafic de stupéfiants, et toute une série de pathologies mentales. Le plus souvent, une fois le pécule (qui devait servir à passer) évanoui, nombre de migrants n'ont d'autre choix que de devenir eux-mêmes passeurs ou trafiquants...

Calais, ses zones, des jungles, ses camps

Le camp de Calais, visité le vendredi, est très différent de celui de Grande-Synthe.

D'abord par son hétérogénéité.

Ici, il y a quatre grandes zones, clairement délimitées par des grillages ou des murs.

Le no man's land

La première zone, c'est celle qui vient d'être démantelée, évacuée, puis brûlée par les forces de l'ordre.



Un car de police à l'entrée du camp pour nous « accueillir », un terrain vague noirci sur la gauche, des restes de baraques, d'affaires personnelles, sentiment de terre brûlée d'autant que le centre juridique constitué d'une petite baraque où une association tentait d'orienter les réfugiés

en leur expliquant leurs droits, a été détruite par le feu dans la nuit. Ici, tout le monde accuse les forces de l'ordre, omniprésentes, d'avoir favorisé ou laissé faire...

Quelques migrants y errent toujours, à la recherche de bouts de bois de chauffage ou de restes encore intacts de l'occupation.

En fait, la plupart des migrants qui étaient regroupés là se sont rabattus sur le « nord » de la zone.

La jungle « nord »

Ici, la « jungle » s'est reconstituée, avec sa juxtaposition de tentes et de cabanes de fortune.

Alors que Grande-Synthe est majoritairement habitée par des Kurdes, des Irakiens, des Syriens et des Iraniens, il y a ici, à Calais, essentiellement des migrants en provenance d'Afrique (Soudan, Éthiopie, Érythrée) et d'Afghanistan.

L'impression de pauvreté et de dénuement extrême est terrible.

Partout, des échoppes de fortune, de petits commerces, des salles de réunion, des mosquées regroupent la vie du camp.

Les « rues » sont étroites et boueuses.

Ici ou là des slogans peints sur les murs, qui marquent les territoires. Parfois des slogans hostiles aux journalistes : on nous dira que, depuis que les reportages se sont multipliés sur les chaînes de télévision, rien n'a changé pour la situation des migrants, et que ces derniers en ont marre d'être filmés pour rien.



La tente fixe de Médecins du Monde est à la lisière des deux zones. Dans une sorte de no man's land,

elle abrite un lieu de vie et de consultation psychosociale. Nous y voyons une demi-douzaine de migrants jouer ou dessiner, entourés de bénévoles médiateurs et de traducteurs. La tente est entourée de barrières grillagées.

Le lieu ne donne pas un sentiment de grande sécurité.

Amin, le coordinateur de la mission, nous expliquera toutes les mesures de sécurité qu'il a mises en place, à l'image de tout ce qui se fait à l'international, dans des zones peu sécurisées : stationnement des véhicules positionnés pour des départs rapides, maraudes en groupes compacts et attentifs, interdiction de tout déplacement solitaire à l'intérieur du camp.

La présence policière est visible et constante sur les extérieurs du camp : patrouilles de motards, voitures de CRS, fourgons stationnés le long de la route qui dessert le camp.

Parfois, les entrées et sorties sont contrôlées. Nous ne le serons pas.

Dans la « jungle », on ne ressent aucune insécurité immédiate. Mais la pauvreté, le désœuvrement, et l'obsession de rejoindre l'Angleterre génèrent forcément des comportements de désespoir qui peuvent à tout moment se traduire en violence. Il est indispensable de rester groupés et de toujours se déplacer à plusieurs.

Le long du camp, la route montre une alternance de bloc de toilettes, de cars de police, de cabanes d'hygiène. Des migrants, souvent de jeunes hommes (peu de femmes) reviennent du supermarché, très éloigné du camp, ou de la distribution de repas assurée par l'association « Vie active », qui gère aussi le nouveau camp de containers.

Les containers

C'est un choc, lorsque les containers apparaissent. La vue, de l'extérieur, dégage une absence totale d'humanité et d'âme, et la présence de nombreux dispositifs de contrôle : police stationnée devant le portail, vigiles omniprésents, contrôles « palmaires » à l'entrée, clôture haute et infranchissable. On a plus le sentiment d'un camp de rétention que d'un abri... Aucune boutique, aucun lieu de réunion.

Nous ne pénétrons pas dans cette zone de

170 containers de La Vie Active, association mandatée par le Ministère de l'Intérieur. C'est le fameux Centre d'Accueil Provisoire. Prévu pour 1 500 migrants, il devait accueillir les 800 migrants issus de la zone sud, récemment démantelée.



Problème : la zone sud, contrairement aux calculs du ministère de l'Intérieur, accueillait, selon MDM au moins 1500 migrants... qui se rajoutent à ceux de la jungle de la zone Nord.



Deuxième souci : une fois les containers occupés par une famille, il est difficile de « compléter » avec des membres d'une autre communauté pour atteindre la jauge de 12 personnes. Du coup, il reste près de 200 places libres dans cette zone.

Le camp des « familles sans homme »

La quatrième zone est celle dite de Jules Ferry. Contrôlée elle aussi par des associations, elle contient un camp très sécurisé, composé de quelques Algeco, à destination de 400 familles sans hommes : femmes isolées ou femmes avec enfants. Les baraquements semblent, de l'extérieur, bien aménagés.

Ils permettent une mise à l'abri réelle, et les femmes n'ont pas le droit de sortir de l'enceinte

de la zone la nuit. Surtout Éthiopiennes et Érythréennes, elles ont souvent subi des violences physiques et/ou sexuelles.

Les enfants mineurs et les CAO : des cas complexes

Le problème des enfants mineurs isolés est compliqué. Amin nous explique qu'un camp pour mineurs isolés impose des contraintes légales très lourdes : nombre d'éducateurs triés sur le volet, installations aux normes, etc. Le camp le plus proche est à Saint-Omer, à 50 km de Calais. Du coup, les mineurs isolés (qui ont pour la plupart entre 12 et 18 ans), comme à Dunkerque, préfèrent rester à proximité de leur communauté et surtout près de... l'Angleterre. La plupart du temps, ils vont mentir sur leur âge pour éviter d'être recensés et fichés.

Et c'est sans doute ainsi que tout le monde (préfecture, Britanniques, mairie, etc.) se renvoie la balle pour dire que le problème n'est pas traité...

(Depuis notre visite, MSF a eu le feu vert des autorités pour la construction et l'ouverture d'un centre pour mineurs sur la partie nord du camp pour la semaine du 25 avril. Ce centre sera ouvert et disposera d'un bâtiment principal pour l'accueil, de deux espaces dédiés pour un psychologue et un juriste, d'un container de stockage et d'un terrain de volley. Les autres associations du camp sont invitées à venir y travailler en collaboration avec MSF. En parallèle, un centre est en négociation à Jules Ferry : il disposerait de 50 places et serait géré par France Terre d'Asile)

Le problème du fichage est récurrent et entrave toutes les bonnes volontés d'aide sociale institutionnelle. En effet, il est un marqueur du pays d'entrée dans l'espace Schengen et donc impose de faire toutes les démarches de demande d'asile dans le pays en question. Impossible dès lors de changer de pays.

De plus, on apprendra que, pour les adultes, l'exil dans les Centres d'accueil et d'orientation (CAO) dispersés un peu partout en France n'aboutit pas toujours à l'obtention d'un droit d'asile. Loin s'en faut. La chose se sait dans les camps et n'in-

cite pas les migrants à accepter de rejoindre ces camps en s'isolant de leur communauté.

Nous nous ferons accoster par un migrant, carte de France en main, une grosse marque rouge au centre d'une carte de France « googlisée », qui nous demandera : « c'est une grande ville, Limoges ? ».

Au retour vers la voiture, notre petit groupe traverse « la jungle », en restant groupé suivant les consignes d'Amin.



Nous croiserons une équipe de MSF en maraude à la manière de MDM. Nous verrons aussi une maraude MDM avec un interprète. MDM accompagne les personnes à la PASS, repère les mineurs isolés, ou dirige certains cas vers la tente pour créer un peu de lien ou commencer des entretiens psy.

Sur la droite nous longeons les quelques modestes résidences des habitants de Calais qui ont eu la malchance de voir s'installer le camp devant leurs fenêtres et qui font les beaux jours des journaux télévisés. Ce ne sont que quelques maisons, isolées, promises initialement à une tranquillité champêtre, mais derrière les hautes barrières, les codes, les grilles et les caméras, on peut comprendre leur désespoir.

La sécurité : une question aiguë.

Les questions de sécurité, permanentes à l'intérieur du camp, se doublent de menaces qui pèsent sur les équipes à l'extérieur du camp. Le personnel de MDM est désormais clairement identifié, reconnu et directement menacé par des groupuscules fascistes ou identitaires. Cette

menace ne pèse pas que sur MDM. Le permanent d'Utopia 56 a été directement inquiété à son adresse personnelle en Bretagne...

La ville de Calais

De ce que nous avons pu en voir, la ville de Calais ne souffre plus du tout de la présence des migrants, totalement absents du centre-ville.



(Mais il faut dire aussi que leur présence dans les rues est très liée au démantèlement des camps.)

On peut même supposer que la présence de très nombreux humanitaires, associations diverses (et même forces de l'ordre logées dans les hôtels !) contribue à faire vivre le commerce dont des touristes auraient pu s'écarter du fait de la mauvaise image de la ville.

Mais surtout, on a le sentiment d'une ville extrêmement pauvre, délabrée... Que la Mairie ait utilisé le problème des migrants pour tenter d'améliorer la fiscalité locale est compréhensible. Mais il est difficile de penser que la pauvreté de la ville soit due aux migrants.

Les environs de Calais

Autour de Calais, on est frappé par l'omniprésence des murs, des barbelés, des grillages, à perte de vue autour des infrastructures portuaires, ferroviaires, autoroutières. Les sommes dépensées dans ces barrières et ces murs doivent être colossales et on peut se demander si elles ne seraient pas mieux affectées dans des aides à l'hébergement des migrants.

Documents comptables

Nous n'avons pas examiné les comptes de 2015, tant la situation est nouvelle : rappelons que la mission remonte à quelques mois. Nous avons préféré étudier le budget prévisionnel.

Avec un budget annuel 2016 de près de 800.000 euros, la mission Migrants-littoral est une mission de très grande ampleur, à la mesure de la dimension politique et symbolique que MDM souhaite lui donner.

C'est une « mission d'urgence », et la traduction financière de cette appellation apparaît aussitôt : la masse salariale représente 500.000 euros. Soit 63 % des dépenses. Nous y reviendrons.

On sera frappé, mais ce n'est pas une nouveauté pour le comité, du faible impact des dépenses médicales (matériel et produits) : 12.800 euros.

On notera aussi de fortes dépenses liées aux déplacements et frais de mission (54.000 euros), aux subventions versées aux partenaires (15.000 euros), aux véhicules (47.000 euros). Les charges des locaux (67.000 euros) sont alourdies par des dépenses liées à l'hébergement des bénévoles.

On remarquera aussi, au chapitre des ressources, le poids conséquent de la fondation Sanofi, de la collecte en Grande-Bretagne et des fonds privés anglais.

Ce qu'on peut aussi constater, c'est le ratio dons individuels/bailleurs qui s'établit à 25/75.



Constats et questions du comité

Il faut, dans un premier temps, affirmer que tous les personnels que nous avons vus à l'œuvre sur la mission, salariés comme bénévoles, font preuve d'un engagement total au profit de MDM et des bénéficiaires.

Les conditions de travail sont difficiles, la sécurité est un enjeu permanent et délicat à supporter au quotidien.

De plus, la confrontation avec une situation politique explosive, avec des interventions policières qui désorganisent la continuité de la mission, rend le travail quotidien éprouvant.

Nous avons partagé avec les équipes leur révolte, leur indignation, devant la situation des migrants. Nous avons partagé la colère de voir comment un pays dit « des droits de l'homme », en vient à traiter des hommes, des femmes et des enfants qui ont fui les horreurs de la guerre ou de la faim.

Avec un budget de 800.000 euros, la mission Littoral Migrants est une mission très importante.

Elle dépasse les cadres des missions France classiques pour autant que la mission touche non seulement à des questions politiques locales, mais aussi nationales et européennes.

Le nombre de salariés y est bien plus important que dans toute autre mission en France.

Le manque de bénévoles sur place (notamment à Calais) demande parfois d'en faire venir de loin et de leur payer transports et hébergements.

Le profil des bénévoles correspond plus à celui de « volontaires », aptes à remplir des objectifs opérationnels quotidiens, ce qui n'est pas le cas avec des bénévoles dont la présence n'est que ponctuelle. Les bénévoles demandent donc à être formés... et cette formation est chère.

De la même façon, les transports de Calais à Dunkerque demandent des investissements importants en moyens de déplacement, en véhicules, etc.

À n'en pas douter, c'est le prix à payer pour défendre, à la fois économiquement et médiatiquement, le statut « mission d'urgence » de la mission Littoral-Migrants.

Il est certain qu'il s'est agi, dans un premier temps d'un atout considérable dans l'opération de plaidoyer qui a été entreprise, parfois avec des succès spectaculaires, sur le plan de la judiciarisation.

Quel avenir pour le format « mission urgence » ?

Mais, au-delà, on ne peut s'empêcher de se demander si une telle dépense, issue de la difficulté à recruter des bénévoles sur place, et sur l'impossibilité de s'appuyer sur des structures associatives préexistantes, doit être pérennisée sur le moyen terme.

Une telle mission ne ressemble ni aux missions internationales, fortement appuyées sur les partenaires locaux, ni aux missions France, puissamment

ment assises sur la tradition associative de MDM. C'est ainsi que les seules permanentes non-salariées sont la RM, médecin engagée sur place, et la secrétaire, dont on a souvent vu, en France, la fonction salariée.

De surcroît, la présence de nombreux salariés et bénévoles venus d'ailleurs génère des besoins en terme de logistique, de sécurité, d'administration, qui demandent, à leur tour, d'autres ressources humaines.

Comment va s'opérer le passage probable et futur à une mission de long terme dans le cadre de la mission France ? Ne peut-on craindre une pérennisation de la présence importante de salariés, éloignée de la tradition associative de MDM ?

Pour contrarier cette tendance, et pour que les bénévoles puissent trouver leur place au sein de la mission, certaines orientations cohérentes avec le projet stratégique 2016 pourraient donc être développées dans le Nord, comme le travail sur le vivre ensemble (travailler en faveur de toutes les populations vulnérables par exemple, et non uniquement en faveur des réfugiés).



Conclusions

Il y a un an environ, le comité des donateurs s'était rendu à Calais dans trois camps de la périphérie. Ils devaient être démantelés et les réfugiés devaient intégrer la zone Jules Ferry. Nous avons exprimé notre inquiétude sur la situation qui allait découler de la création de cet immense camp éloigné de tout, où le suivi serait beaucoup plus difficile même si des avancées sur les conditions d'hygiène étaient espérées.

Le résultat se révèle inquiétant : en effet, il y a de plus en plus de mineurs isolés. Les résultats des recours en justice au cas par cas sont décevants.

L'espoir de passer en Angleterre s'amenuise de jour en jour, la répression policière ne diminue pas, les demandes d'asile en France sont peu nombreuses car les réfugiés, pour beaucoup d'entre eux, ont des contacts en Angleterre et la France ne leur semble pas être une terre d'accueil.

Par manque d'argent pour payer les passeurs, **une organisation délinquante se constitue**, avec trafics de stupéfiants, développement de la prostitution et la porte ouverte aux prédicateurs distillant la haine de l'occident et conduisant au radicalisme.

La situation ne peut que se dégrader.

Pour éviter la création de pathologies surtout mentales, **les équipes insistent sur la nécessité de la création d'un véritable camp de 1^{re} urgence et sur la modification pérenne des conditions de passage en Angleterre.**

Dans ce contexte de dégradation permanente de la situation, et afin d'anticiper sur ses conséquences, nous avons évoqué avec les équipes sur place, **le développement possible de stratégies RDR à la fois en santé sexuelle et en toxicomanie.**

Le comité, qui a partagé l'indignation de l'association devant le traitement infligé aux migrants, qui a pu assister depuis de longues années, au long et patient travail sur la question des migrations, et qui a vu MDM développer un argumentaire et une stratégie médicale et citoyenne dans le droit fil de son mot d'ordre 'résister et innover', ne peut qu'**encourager la politique de l'association menée sur sa mission Littoral-Migrants.**

Il reste attentif à la **nécessaire et délicate transition de cette mission d'urgence singulière et exceptionnelle vers une mission de long terme** plus conforme à la dynamique associative de Médecins du Monde.

Le comité pense aussi qu'en conformité avec le nouveau projet associatif, **la question migratoire est source de réflexions et de plaidoyer**, traduisant le souhait de MDM de devenir « acteur du changement social ». **L'aspect positif des migrations** pour la culture et l'économie de nos pays Européens est bien résumé dans la Charte de Dunkerque et mérite d'être progressivement mis en avant.

Là plus qu'ailleurs, **la mutualisation de l'expérience du réseau de MDM**, qui couvre une grande partie de ce parcours migratoire, peut permettre de renforcer et de généraliser un argumentaire de poids.

En s'appuyant sur ce discours, **la dynamique associative**, assise sur le **bénévolat** et les **dons privés**, et renforcée par l'apport indispensable des bailleurs, peut contribuer à assurer à MDM sa position dominante dans le secteur français de la santé des plus démunis et **récompenser ainsi l'enthousiasme des acteurs de terrain et des donateurs.**

Le comité des donateurs tient à remercier tous ceux qui l'ont aidé à effectuer cette visite de mission dans les meilleures conditions et qui lui ont témoigné, en le faisant, toute leur confiance.

Merci donc, en particulier, à Amin et à Mélanie, qui ont pris de leur temps précieux pour nous accompagner sur le terrain et nous ouvrir les portes des locaux de l'association.

Merci aussi à tous ceux, bénévoles, et salariés, qui, sur le terrain, ont accepté de nous recevoir et de répondre à nos questions.

Merci aussi aux services du siège et aux administrateurs qui nous ont appuyé dans notre visite.

Et merci enfin à tous les migrants qui ont accepté qu'on vienne les observer, les photographier et les questionner.

Annexe1 : l'équipe de la mission Littoral Migrants

10 Salariés :

Coordinateur général

- Représente MDM auprès des autorités et partenaires.
- Stratégie globale de la mission
- Coordination de l'équipe salariée
- Coordination entre la mission, la région et le siège

Assistante coordinateur général

- Appui du coordinateur général dans les activités susmentionnées
- Suivi des relations avec les partenaires (Mdm réseau etc.)
- Appui au suivi bailleurs

Coordinatrice médicale

- Déclinaison de la stratégie
- Appui à la mise en œuvre des activités
- Appui technique des référents site et santé mentale
- Suivi de la cohérence projet
- Appui au lien partenaires

Référente santé mentale

- Mise en œuvre activités SM
- Supervise les activités SM sur les deux sites.

Référente site Calais

- Mise en œuvre technique des activités
- Responsable équipes bénévoles
- Liens opérationnels avec les partenaires sur le terrain

Référente site Dunkerque

- Id

Coordinateur Logistique et Administratif

- Coordination des équipes log et admin
- Garant des procédures
- Référent sécurité

Renfort logistique opérationnelle (Coordo logistique Desk Urgence)

- Appui dans la mise en œuvre des nouvelles activités
- Renfort sur les procédures logistiques.

Logisticien

- Responsable logistique Dunkerque
- Appui opérationnel aux équipes DK.
- Appui au bénévole logisticien de Calais

Administratrice Financière et RH

- Gestion administrative des équipes
- Comptabilité

3 Bénévoles :

Responsable mission

- Adhésion au projet associatif. Promotion des chartes et positionnements
- politiques votés en CA.
- Coresponsabilité du projet au sein du diptyque
- Développement de la vie associative.

Secrétaire Dunkerque

- Gestion administrative des équipes bénévoles
- Actualisation des listings bénévoles
- Actualisation de la page Facebook de la mission

Logisticien Calais.

- Aide à la logistique support Calais
- Responsable des achats et gestion du parc véhicule

ANNEXE 2 : Historique de la mission d'urgence à Calais et Dunkerque. (Nov. 2015)

Depuis la fermeture du centre d'hébergement et d'accueil d'urgence humanitaire de Sangatte en 2002, et malgré l'absence de nouvelles structures d'accueil, le drame des exilé(e)s de Calais, dont la plupart souhaitent se rendre en Angleterre, perdure. En 2015, les limites de l'inacceptable ont encore été repoussées. Alors que la situation géopolitique internationale renforce les flux migratoires, l'insuffisance de volonté politique en France, malgré une évolution depuis quelques semaines, contraint des hommes, des femmes et des enfants à vivre dans des conditions indignes. Cette situation de non-accueil est néfaste pour leur santé.

Au début de l'été 2015, face aux carences des pouvoirs publics à Calais, Médecins du Monde a décidé d'intervenir pour améliorer l'accès aux soins et aux droits des exilé(e)s.

Quatre organisations humanitaires - Médecins du Monde, le Secours Catholique Caritas France, le Secours Islamique France et Solidarités International - ont décidé de s'associer pour répondre à cette urgence et soutenir les acteurs locaux débordés.

3 000 exilés vivent dans une ancienne décharge sauvage, sur un terrain municipal de Calais. Fin mars, sous la pression des pouvoirs publics, ces migrants ont été contraints de s'installer sur cette « lande » dépourvue de tout aménagement, à proximité du centre Jules Ferry. Ce lieu d'accueil de jour, ouvert en mars 2015 pour 1 000 à 1 500 personnes, est d'ores et déjà saturé.

Les conditions de vie de ces personnes sur la nouvelle « jungle autorisée » sont absolument inédites en Europe, ne respectant même pas les normes des Nations-Unies (UNHCR et OMS) : accès à l'eau potable insuffisant (30 robinets), quasiment pas de toilettes accessibles (20 pour 3 000 personnes), alimentation insuffisante, accès aux soins inadapté. Sur ce bidonville se concentrent des hommes, des femmes, des enfants, et leur nombre augmente chaque jour. Sommes-nous encore en France ?

Le ministre de l'Intérieur a annoncé la semaine dernière la réalisation urgente de travaux d'aménagement de ce terrain vague. S'il faut se réjouir de cet élan, nous déplorons son caractère tardif. Les aménagements en cours apparaissent de toute évidence très insuffisants.

La dégradation de la situation a accru les tensions et la vulnérabilité des personnes. Face à cette situation exceptionnelle, nos 4 ONG humanitaires d'urgence n'ont eu d'autre choix que de mettre en œuvre leurs compétences et leurs moyens logistiques habituellement réservés aux situations de guerre ou de catastrophe, pour secourir ces hommes, ces femmes et ces enfants et mettre les pouvoirs publics face à leurs responsabilités :

Médecins du Monde déploie des cliniques mobiles pour proposer des consultations de médecine générale de proximité. Des activités d'écoute et de soutien psychologique sont également mises en place.

Solidarité International distribue des kits hygiène à toutes les personnes du camp, ainsi que des récipients pour garder l'eau potable. Ses équipes construisent des blocs sanitaires composés d'espaces de douche et de toilettes.

Le Secours Catholique Caritas France dépêche une équipe de bénévoles de son pôle Urgences France, en lien avec ses bénévoles locaux, pour apporter des moyens et construire avec les exilés des abris, cuisines collectives et autres aménagements sur le bidonville.

Le Secours Islamique Français distribue 3 000 colis alimentaires.

Au-delà du secours immédiat aux personnes, nos organisations préconisent que les autorités locales et nationales déploient de toute urgence un plan d'ensemble :

Dans l'immédiat, les aménagements annoncés par le ministre doivent être réalisés dans les plus brefs délais et être redimensionnés aux besoins réels (assainissement, alimentation suffisante, accès à l'eau, aux toilettes, à l'électricité et à l'hébergement).

En plus de ces réponses d'urgence :

Nous demandons aux pouvoirs publics de sortir de la logique de campement. Le démantèlement du bidonville doit être préparé pour aller vers une véritable mise à l'abri de tous, en créant des centres d'hébergement à taille raisonnable, répartis sur plusieurs lieux et régions sur le territoire national (Nord Pas de Calais, Ile de France, etc.).

Par ailleurs, le ministre de l'Intérieur encourage les exilés à déposer une demande d'asile en France. Des actions spécifiques sont mises en œuvre par l'OFII et par l'OFPRA. Si ces démarches vont dans le bon sens, leur effet est affaibli par l'inadéquation complète du dispositif préfectoral :

Les temps d'attente pour obtenir l'enregistrement de la demande d'asile par les préfectures sont, à Calais comme en région parisienne, de plusieurs mois. Ces délais d'attente, contraires aux directives européennes, bloquent tout le dispositif et participent fortement à la crise actuelle. Nous demandons aux pouvoirs publics de faire en sorte de les supprimer.

L'application du « règlement Dublin » constitue un autre frein puissant. En attendant la révision en profondeur de ce règlement, une modification rapide des modalités d'application est nécessaire pour favoriser une utilisation large par l'administration de la « clause de souveraineté » et permettre ainsi l'examen en France de la demande d'asile des exilés qui en expriment le souhait.

Médecins du Monde. Novembre 2015